

la carte blanche

Michel Gevers Ingénieur, professeur émérite de l'UCL, docteur Honoris Causa de la VUB.

Le problème de la Belgique n'est pas budgétaire mais fiscal

Pourquoi le gouvernement Michel ne fait-il pas rentrer les 15 à 20 milliards d'impôts qui échappent aux caisses de l'Etat en mettant fin à l'évasion fiscale organisée, de manière à préserver et même augmenter le pouvoir d'achat ? Après la manifestation qui a rassemblé plus de 100.000 personnes dans les rues de Bruxelles jeudi dernier et la révélation des dossiers LuxLeaks, la question reste d'une brûlante actualité.

Depuis des années le monde politique, le patronat et la presse assènent que la Belgique a un immense problème budgétaire. Le déficit est de 14 milliards ; l'Europe nous menace de sanctions. On a fait croire à l'opinion publique qu'il faut faire des sacrifices et sabrer dans la Sécurité sociale parce que c'est la crise, qui est présentée comme une loi de la nature. On évite de dire qu'elle est le résultat prévisible de 30 ans de dérégulation et de néolibéralisme initiés par Reagan et Thatcher.

Or, la Belgique n'a aucun problème budgétaire. Elle a un problème fiscal parce que Reagan et Thatcher ont trouvé inacceptable que les plus fortunés d'entre nous paient autant d'impôts que la classe moyenne, et que nos dirigeants belges et européens les ont suivis en organisant l'évasion fiscale. Pendant 12 ans, Didier Reynders a œuvré pour que les gens fortunés et les sociétés qui font de gros bénéfices ne paient quasiment aucun impôt : abaissement du taux d'imposition marginal, précompte « libérateur » à un taux très bas, intérêts notionnels et autres ont été mis en place pour que les riches deviennent de plus en plus riches. Ceci explique que les riches Français s'installent en Belgique, paradis fiscal pour les fortunés et pays de la rage taxatoire pour tous les autres.

Nous venons d'apprendre qu'une femme de ménage paie

infiniment plus d'impôts que les sociétés Inbev et GBL, qui ont payé 0 euro d'impôts sur des bénéfices respectifs de 1.748 et 845 millions d'euros. LuxLeaks nous apprend comment l'évasion fiscale organisée par nos ministres des Finances permet aux grosses sociétés et aux plus riches d'échapper à l'impôt, ce qui oblige les travailleurs et les allocataires sociaux à payer des impôts exorbitants pour pouvoir notamment offrir un avion gratuit au baron Albert Frère.

Les mécanismes mis en place pour que les grosses sociétés échappent à l'impôt représentent un trou en recettes évalué à 12 milliards. La fraude et l'évasion fiscale des particuliers est estimée entre 8 et 12 milliards. C'est donc environ 20 milliards d'euros qui échappent aux recettes de l'Etat par la volonté du pouvoir politique. Et cette somme va encore augmenter avec les nouveaux cadeaux fiscaux du gouvernement Michel.

Les intérêts notionnels, maintenus contre toute attente par notre gouvernement néolibéral, vont faire perdre des milliers d'emplois. Car pour compenser

Le gouvernement a déclaré la guerre aux personnes qui travaillent ou qui essaient de travailler

le trou qu'ils créent dans les recettes de l'Etat, le gouvernement a introduit des réductions budgétaires massives qui vont mettre des milliers de travailleurs au chômage. Institutions culturelles, recherche scientifique, SNCB, Crioc, entreprises publiques, tous vont devoir réduire leur personnel ou tout simplement disparaître.

Par ailleurs, des millions de travailleurs vont voir leur salaire réduit et leur coût de vie augmenté, alors que la Belgique n'a aucun problème budgétaire mais un problème fiscal : plutôt que de taxer la totalité des revenus, le gouvernement ne veut taxer que

les salaires et les allocations sociales. Depuis des années, chaque fois que les partis de gauche ont demandé de taxer de la même manière les revenus du travail et du capital, les libéraux s'y sont farouchement opposés. La raison ? « *C'est trop compliqué. Les riches ont des armées d'avocats qui leur permettront d'évader l'impôt. La Belgique n'a pas de cadastre des fortunes.* » Depuis 30 ans qu'on nous dit cela, on aurait pu l'établir, ce cadastre.

On nous a donc fait croire que la Belgique a un problème budgétaire. Plutôt que de faire contribuer les très riches et les très gros bénéficiaires des sociétés, le gouvernement a déclaré la guerre aux personnes qui travaillent ou qui essaient de travailler. C'est une lutte des classes d'une rare violence qui est déclenchée par ce gouvernement, soutenu par la Feb et le Voka. Saut d'index, blocage des salaires, atteintes aux pensions, li-

mitation de l'accès aux soins de santé et à la culture, suppressions massives d'emplois : tout est fait pour appauvrir la population et décourager ceux qui veulent travailler. C'est ainsi que les 50.000 personnes qui, pour échapper au chômage, acceptent de travailler à temps partiel alors qu'elles cherchent un temps plein reçoivent une allocation complémentaire afin qu'elles gagnent plus qu'en restant au chômage. Le gouvernement veut les décourager en réduisant cette allocation.

Pour faire accepter par l'opinion cette dégradation des services et ces baisses considérables du pouvoir d'achat, le gouvernement utilise une vieille arme de propagande. Il ne dit pas « *on va démanteler, licencier, réduire, appauvrir* » ; il dit « *on va moderniser* ». On va moderniser le marché du travail, le régime des pensions, la SNCB, les institutions scientifiques et culturelles. La déclaration gouvernementale

reprend 93 fois les mots *moderne* et *moderniser* ! Bien joué : même les éditorialistes tombent dans le panneau et écrivent à leur tour qu'il faut « *moderniser* » la Sécurité sociale, alors que ce mot ne veut évidemment rien dire.

Comble de l'ironie : ce gouvernement qui veut moderniser est en retard d'une guerre. Car aujourd'hui les grands économistes et les milieux financiers, FMI en tête, affirment que c'est la politique d'austérité qui a plongé

Donnons à lire à notre gouvernement les analyses d'aujourd'hui pour qu'il

s'excuse et démissionne

l'Europe dans la misère en générant des dizaines de millions de chômeurs. Seuls des investissements publics massifs et une augmentation du pouvoir d'achat peuvent relancer la demande et sortir l'Europe du marasme. Le gouvernement Michel n'a rien lu de ces discours trop modernes pour lui ; il n'a pas lu Thomas Piketty, qui montre que nous sommes sur le point de retrouver le niveau d'inégalités d'avant 1914.

La Belgique n'a aucun problème budgétaire. Il n'y a donc

aucune raison de s'attaquer à notre système de Sécurité sociale, notre recherche, nos institutions culturelles, ou la SNCB. Il suffit de faire en sorte que les personnes les plus riches soient taxées comme les autres et que les entreprises bénéficiaires contribuent normalement à l'impôt. Oublions donc la déclaration gouvernementale et donnons à lire à notre gouvernement les analyses d'aujourd'hui pour qu'il abandonne ses idées d'hier, qu'il s'excuse et qu'il démissionne. Cet accord de gouvernement n'était qu'un mauvais rêve ! ■